

Ecole : 68 % des parents jugent le niveau insuffisant

Notre sondage montre les Belges francophones déçus par l'enseignement obligatoire. Ils rêvent d'un « big-bang » mais rejettent le Pacte d'excellence.



L'école déçoit largement les Belges francophones. C'est la principale leçon du sondage Futuromètre AQRato-Le Soir-RTBF, réalisé auprès de 3.340 Bruxellois et Wallons, consacré ce trimestre à l'enseignement obligatoire sous toutes ses facettes : qualité de l'enseignement, Pacte d'excellence, compétence des enseignants, décret Inscription, tronc commun, filières techniques...

Un chiffre préoccupant ressort en effet de cette étude : 68 % des sondés ne sont pas satisfaits de l'enseignement délivré dans les établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils sont même 81,8 % à juger que l'école actuelle est plombée par un nivellement par le bas. Mais c'est le « système » qui est principalement mis en cause, et non les acteurs de terrain : les parents interrogés

estiment à 66 % que les professeurs sont compétents et bien formés. Plus de neuf sondés sur dix (93,5 %) considèrent que les enseignants jouent un rôle essentiel dans notre société.

Les parents d'élèves francophones sont presque unanimes (86,6 %) à le déclarer : il faut un véritable « big-bang » pour l'école. Et si cette révolution s'appelait le Pacte d'excellence ? L'affirmation suivante a d'ailleurs été soumise à l'appréciation des sondés : « un grand nombre de propositions contenues dans le Pacte d'excellence vont dans le bon sens d'une réforme de l'enseignement ». Ils n'ont été que 26 % à approuver la formule. Très clairement, les parents ne sont pas en phase avec le grand chantier en cours dans l'enseignement francophone. Mais quand il s'agit de se prononcer sur des sujets comme la revalorisation des filières technique et professionnelle, la mise en place de programmes efficaces contre le décrochage ou encore le réaménagement du calendrier scolaire, une grande majorité des sondés se disent favorables à des mesures qui collent précisément aux priorités du pacte.

Une situation paradoxale due peut-être à quelques propositions particulièrement sensibles du Pacte, comme la suppression ou la limitation du sacrosaint redoublement. ■

Non à 71 %

La crise politique en Fédération Wallonie-Bruxelles a relancé le débat sur le décret Inscription. Défi a clairement annoncé sa volonté de

voir le texte abrogé, le MR plaide pour une réforme en profondeur du système lancé par le PS en 2006 et la ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns (CDH) n'écarte pas une modification du décret.

Pour 71 % de nos sondés, ce texte

est censé apporter davantage de mixité sociale dans les écoles secondaires est un échec. Le rejet est particulièrement fort à Bruxelles, chez les femmes et chez les parents d'élèves du primaire.

Décus par l'école, les parents rêvent d'un big-bang



Pour établir son baromètre Futuromètre 2017 consacré à l'enseignement, en collaboration avec « Le Soir » et la RTBF, le bureau d'études AQ Rate a interrogé 3.340 Belges francophones de 18 ans et plus, habitant à Bruxelles ou en Wallonie. Ce sondage a été effectué par internet entre le 19 juin et le 2 juillet dernier. Sa marge d'erreur maximale, pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 %, est de l'ordre de 1,7 % à la hausse ou à la baisse par rapport à la valeur observée.

Caroline, 44 ans

Employée dans le secteur pharmaceutique et domiciliée dans le Brabant flamand, elle est la maman de Sophie (16 ans) et de Mathis (13 ans), entrant respectivement en 5^e et en 2^e secondaire. En outre, elle est la belle-mère d'Océane (10 ans, 5^e primaire), d'Amélie (13 ans, 2^e secondaire) et de Valentin (16 ans, 4^e secondaire). Ils sont scolarisés à Bruxelles et dans le Brabant wallon.

Joël, 44 ans

Cadre dans l'industrie chimique et habitant à Ixelles, il est papa de trois filles : Iona (8 ans) entamera sa 3^e primaire dès la rentrée dans une école catholique, Juliet (17 ans) entre en rhéto et Lisa (20 ans) achève des études supérieures en ergothérapie.

- ▶ D'un sondage AQ Rate, avec « Le Soir » et la RTBF, ressort un tableau noir de l'enseignement obligatoire.
- ▶ Interpellant, à la veille de la rentrée.
- ▶ Trois parents débattent du niveau scolaire, des profs et de leur école idéale.

Plus que quatre fois dormir et ce sera l'heure de la rentrée des classes. C'est à cette occasion que l'institut AQ Rate, en collaboration avec *Le Soir* et la RTBF, livre les résultats d'un vaste sondage sur le monde de l'enseignement obligatoire. Mixité, qualité des cours, regard sur les enseignants, investissement des parents, désirs de changements... tout passe à la moulinette de ce baromètre. Il dresse un bien sombre tableau de notre école primaire et secondaire, perçue comme pédagogiquement à côté de la plaque, en déphasage avec la société actuelle et pas assez garante de réussite dans le supérieur et sur le marché de l'emploi. Les profs ne sont pas jugés responsables de cette situation. C'est « le système » qui est en cause et qu'il conviendrait de remettre à plat, malgré le Pacte d'excellence. *Le Soir* a lancé le débat avec trois parents d'élèves dont les propos envers l'école sont durs et les espoirs élevés. ■

JULIEN BOSSELER

Qualité de l'enseignement

68 % SONT INSATISFAITS DU NIVEAU SCOLAIRE

C'est l'une des principales leçons du sondage AQ Rate-Le Soir-RTBF : les Belges francophones sont majoritairement (68 %) insatisfaits de la qualité de l'enseignement délivré dans les écoles. Seuls 28,5 % se disent satisfaits du niveau. 81,8 % des sondés estiment même que l'école d'aujourd'hui est plombée par un nivellement par le bas.

Joël fait partie de ces parents qui ressentent de l'insatisfaction envers l'école. Il impute cela « aux socles de compétences imposés aux profs, avec des matières précises. Des profs omettent parfois volontairement les capacités, les envies, les passions et les besoins des enfants, pour leur bourrer le crâne avec de la matière. Ils leur imposent même d'apprendre des cours par cœur, ce qui est ridicule puisque les élèves oublient après l'interro. Qu'on leur laisse l'opportunité d'être des enfants ! »

Pour Brigitte, ce fonctionnement conduit les enfants et les ados à manquer « non seulement de culture générale mais aussi de curiosité. L'école ne leur apprend pas à chercher, alors que c'est la première chose qu'elle devrait leur inculquer. » Mais la maman de Leah et Joshua estime que le problème est encore plus profond : « L'école d'aujourd'hui est la même que la nôtre, que celle de nos parents et que celle de nos

grands-parents. Certes, les programmes ont évolué... mais pas vraiment les méthodes d'apprentissage. C'est un souci majeur à l'heure de la révolution numérique : les enfants nés au grand tournant des années 1989-1990 raisonnent comme le numérique. Leur système de fonctionnement mental n'a rien à voir avec le nôtre. »

Résultat, selon Brigitte ? « J'ai vu que mes enfants, de bonne foi, ne comprenaient pas certaines matières qu'on tentait de leur apprendre à l'école. Je pense à un prof de maths qu'ils appréciaient pourtant beaucoup. Vu la dégradation de leurs notes, j'ai fait appel à un jeune homme pour leur donner des cours particuliers. Il leur a expliqué les maths comme s'il se promenait sur un réseau social en faisant défiler des pages sur un écran... » Pour elle, ce fut une révélation : « Les profs doivent apprendre à parler à nos enfants dans une langue qu'ils comprennent. » Autre preuve, estime Brigitte, que l'enseignement n'a pas assez évolué : « Le cours de français repose encore sur des textes classiques ennuyeux. Du coup, les enfants rechignent à lire. Et s'ils n'ont pas été forcés à lire sur un autre support que le numérique, ils se révèlent incapables de dévorer de gros ouvrages classiques. »

J.B.O.

Les professeurs et les instituteurs

66 % LES DISENT COMPÉTENTS ET BIEN FORMÉS

Cette insatisfaction envers l'école serait-elle imputable aux enseignants ? Pas vraiment, selon les personnes interrogées par AQ Rate. Ainsi, 66 % d'entre elles pensent que les profs et instits sont compétents et bien formés et 93,5 % qu'ils remplissent un rôle essentiel dans notre société. Des nuls, les profs ? Caroline pense plutôt que « le système fait que les profs n'ont plus forcément envie de se fouler. Il y a beaucoup de désabusés. En fait, leur motivation est très fortement liée à la direction de l'école. J'en ai fait l'expérience : quand la direction change, la qualité de l'enseignement change aussi. »

Joël se montre plus dur : « Parmi les profs que j'ai vus au fil du cursus de mes filles, il y a à boire et à manger : des passionnés, des enseignants dénués de toute notion de pédagogie, de bons pédagogues mais mauvais dans leur matière... Les profs passionnés, passionnants et pédagogues, franchement, je les compte sur les doigts d'une main. »

Brigitte a elle aussi effectué sa typologie des enseignants. « Les 40 ans et plus sont généralement bienveillants, aiment les enfants et exercent leur métier pour une vraie raison. Chez les jeunes, je vois un mélange entre ceux qui travaillent par vocation éducative et ceux qui ont peur des enfants. Une toute jeune prof qui ne parvient à asseoir son autorité que

par les cris et les menaces, elle va droit dans le mur. Il faudrait davantage de formation psychologique des enseignants pour répondre aux élèves insolents. » Mais Brigitte insiste : « Je ne pense pas que les profs ne foutent rien. Ils ont leurs horaires de cours et doivent les préparer avant. Les payer si peu, c'est inacceptable. Cela participe à un système bancal dans lequel ils doivent maintenir leurs compétences sur le côté avec des cours particuliers pour arrondir leurs fins de mois. Puis, vu les salaires pratiqués, on comprend pourquoi peu de gens très brillants choisissent cette carrière. »

Joël enchaîne : « C'est une pyramide inversée. C'est dans le primaire qu'ils en font le plus et qu'ils gagnent le moins. De manière plus générale, c'est sûr, les profs ne sont pas bien payés. S'ils l'étaient mieux, ce serait une manière d'attirer plus de gens compétents. Regardez les profs de néerlandais : ils ne sont pas néerlandophones ! Ceux qui pratiquent vraiment la langue préfèrent travailler en Flandre où ils sont mieux payés. »

Les participants au sondage ne disent pas autre chose : 75 % estiment que les profs exercent un métier pénible. Il s'agit donc, pour 85 % des personnes interrogées, de revaloriser le métier d'enseignant.

J.B.O.

Les parents

81 % AIDENT LEURS ENFANTS A REUSSIR

Les parents semblent vouloir remédier aux lacunes du système scolaire, selon le Futuro-mètre de l'enseignement. Ainsi, 81 % des sondés tiennent à accompagner leurs enfants dans leurs devoirs. « Qu'on m'explique ce que les 20 autres pourcents font, réagit Brigitte. Dès qu'on a des enfants, on doit s'en occuper et ne jamais se plaindre d'investir du temps et de l'énergie pour eux. »

Cela dit, à certains moments de l'année, ça chauffe vraiment fort à la maison. « Comme nous avons cinq enfants, en période d'examens, moi et mon compagnon Christophe nous nous retrouvons les manches, raconte Caroline. Moi, j'assure plutôt les sciences et l'anglais. Christophe, lui, est branché néerlandais et maths. Et on se passe la balle pour le français. Et, c'est sûr, certains de nos enfants ont davantage besoin de nous que d'autres. »

Il arrive que des parents soient dépassés par les cours de leurs enfants et fassent appel à de l'aide extérieure. Ainsi, 35 % des participants au baromètre de AQ Rate ont inscrit leur progéniture à des cours de remédiation organisés par l'école (15 % comptent le faire prochainement), 33 % lui payent des cours de rattrapage avec un prof particulier (12 % en ont le projet) et 23 % lui font suivre des stages de renforcement dans des matières comme

les mathématiques ou les sciences (14 % comptent en faire de même).

La remédiation ? On pourrait s'en passer en partie si l'école ne souffrait pas de certains maux. « A cause de la surpopulation des classes, les professeurs n'ont pas le temps ou la volonté de s'occuper de ceux qui sont à la traîne, a constaté Joël. Or, tout le monde ne peut pas être bon en tout. Même Juliet qui est mathéuse a connu un petit souci. Et j'ai dû lui payer un prof particulier de maths. Celui-ci a réglé le problème en deux heures et m'a dit que ma fille connaissait tout mais que cela avait été mal expliqué en classe... »

Joël ne rechigne pas à aider ses filles notamment pour les devoirs à la maison. Cependant, le père de famille se montre agacé par ce qu'il considère comme un manquement de l'école : « Comme moi et ma compagne Vanessa, nous ne pouvons pas aller chercher ma fille cadette à l'école primaire à 15 h 20 car nous travaillons, nous devons payer une étude dirigée en garderie. Ça nous est imposé. Or lona rentre encore de l'école avec des devoirs ! C'est lamentable ! On apprend qu'en fait, elle a rangé la classe ou qu'elle a dessiné. Bref, il ne s'y passe pas grand-chose en "étude dirigée". Donc, nous devons pallier ce manque en aidant notre fille à la maison. »

J.B.O.

L'école idéale

86,6 % VEULENT UNE ADÉQUATION À LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

Une grande majorité de sondés (près de 87 %) pense que l'école a besoin d'un big-bang afin de s'adapter au monde d'aujourd'hui. Il s'agit pour cela de, notamment, lancer un programme efficace pour lutter contre le décrochage scolaire selon 97 % des répondants, d'assurer de la remédiation dès qu'un élève rencontre une difficulté scolaire (pres de 96 %) ou encore de revoir le système d'évaluation des compétences (90 %). Cela justifie de donner la priorité absolue à l'éducation et lui octroyer les moyens nécessaires, estiment 95 % des sondés. Cela doit permettre de former des têtes bien faites plutôt que bien pleines (82 %). Joël approuve « Revoir le système actuel est fondamental mais le pouvoir politique ne l'ose pas. Le Pacte d'excellence ? C'est du brassage de vent, du pipeau. On rebat les cartes mais on redistribue les mêmes. Il faudrait tout remettre à plat. Pour moi, le système idéal est un mélange entre le québécois et le scandinave. On y reconnaît le droit à l'enfant d'avoir des moments de fatigue et de manque de concentration, d'avoir des intérêts différents, de pouvoir passer d'un cours à l'autre au sein d'une même heure. »

Caroline embraye avec grande conviction : « J'ai grandi au Canada dont le système scolaire

est hautement adapté à la société d'aujourd'hui. J'ai un neveu qui a exactement le même âge et est au même niveau scolaire que mon fils. Ce qu'ils font à l'école n'a rien à voir, tant au niveau des moyens que du contenu. » La maman de Mathis dit avoir « très peu de foi dans le système actuel pour mettre en place des changements qui feront la différence. Pour moi, l'école idéale, c'est une école dans laquelle les enfants ont envie d'aller, qui les passionnent, qui les rendent curieux, qui leur permettent de résoudre des problèmes et dont ils sortent avec des connaissances qui leur servent vraiment dans la vie. On veut qu'ils sachent se débrouiller, comme prendre l'avion seul ou établir un budget. »

Or, estime Caroline, « on dirait que l'école vit dans sa bulle, toute seule, qu'elle a complètement oublié qu'il y avait un monde autour dans lequel les enfants doivent vivre. Elle passe complètement à côté de sujets de la vie d'aujourd'hui : l'écologie, l'économie, l'informatique au sens large, le vivre ensemble, la tolérance. » À ceci, Brigitte ajoute : « Apprendre à bien manger, du théâtre, du numérique (dont le montage vidéo et le codage informatique), une méthode de travail et une ouverture sur les métiers avec de l'info sur les carrières. »

J.B.O.

MIXITÉ SOCIALE

Le décret inscription en échec, selon 71 % des sondés

C'est une nouvelle claque que se prend le décret inscription, censé apporter davantage de mixité sociale dans la population des écoles secondaires. 71 % des personnes interrogées par AQRate estiment que la mesure passe à côté de son objectif. Seuls 13 % pensent que c'est une réussite (les 16 % restants sont sans avis). « Ce rejet franc et massif montre que l'application du décret reste très mal perçue par les parents, en conclut Laurent Moreau, directeur général du bureau d'études. À cet égard, les plus sévères sont les Bruxellois, les femmes et les parents d'élèves du primaire. Ces derniers sont probablement angoissés à l'approche de l'entrée de leurs enfants dans le secondaire. » On notera que ce rejet s'applique de manière indifférenciée dans les réseaux officiel et catholique. Très logiquement, 91 % des répondants pensent qu'il faut améliorer le décret mixité. Par ailleurs, 91 % des sondés accordent beaucoup de valeur au libre choix de leur école, une liberté d'inscription que la mécanique du décret peut contrarier.

Le monde politique semble donc avoir raison de remettre en question cette mesure lancée en 2006 par le PS mais restée impopulaire depuis lors, malgré des aménagements dans son application. Récemment, Maria-Martine Schyns (CDH), ministre de l'Enseignement, s'est dite ouverte à une modification du décret, à la marge ou en profondeur. D'efi, incontournable dans la formation d'une éventuelle nouvelle majorité en Communauté française, souhaite abroger le texte de loi. Quant au MR, après avoir voulu sa disparition pure et simple, il plaide aujourd'hui pour une réforme en profondeur du système

J.BD

leçons Et si le big-bang s'appelait « pacte » ?

Un « grand nombre de propositions contenues dans le Pacte d'excellence vont dans le bon sens d'une réforme de l'enseignement ». Ce n'est pas nous qui l'affirmons mais les sondés à l'adresse des 3.740 adultes consultés dans le cadre de cette grande enquête sur l'école.

Une affirmation à laquelle seul un bon quart des répondants adhère. À contrario, une grosse moitié des Belges francophones conteste la capacité du Pacte à remettre l'enseignement francophone sur les rails (le sollte ne se prononce pas). Parmi eux, on constate que les Bruxellois (à raison de 30 %) sont davantage en accord avec l'idée. Une position où les rejoignent les hommes (30 %) et les parents d'étudiants ou les étudiants du supérieur universitaire (40 %).

Passant des constats aux actes, les parents et étudiants sondés se montrent par ailleurs largement concernés par l'enseignement dispensé à leurs enfants : plus d'un sur deux assure avoir déjà pris la peine de s'informer sur les « socles de compétence » ainsi que sur les propositions de réformes contenues dans le Pacte d'excellence.

Quelles solutions ?

D'autres rangent cette démarche dans le registre des projets : un sur quatre a l'intention de prochainement s'informer sur les socles de compétence ainsi que sur les propositions de réformes contenues dans le Pacte d'excellence. Ici aussi apparaissent certaines différences : par exemple, les parents d'enfants scolarisés dans le réseau libre sont davantage dans la recherche d'informations.

Revenons, le Pacte ne va pas dans le bon sens selon la moitié des parents et seul un quart estime le contraire. Quel est ce qu'on fait des lors ? On propose

des solutions... qui s'intègrent aux piliers du Pacte. Parmi toute une série de mesures envisagées par l'institut AQRate, celles qui collent aux priorités du Pacte... bénéficient d'une approbation générale. Il faut, assurent 98 % des citoyens francophones, « revaloriser les filières techniques et professionnelles ».

Il faut, disent 97 % des sondés, « définir et mettre en place un programme efficace pour lutter contre le décrochage scolaire ». Il faut, ajoutent-ils, « créer un programme de remédiation immédiate dès qu'un élève rencontre des difficultés scolaires ».

Il faut, pour 73 %, « revoir le calendrier scolaire pour mieux équilibrer les périodes de travail et de repos ». Il faut aussi, pour deux tiers des gens, avancer l'âge de l'obligation scolaire. La moitié est favorable à « l'allongement de la durée de la journée scolaire pour permettre à tous de faire des activités parascolaires à l'école ».

Cherchez l'erreur...

Plus de la moitié également est favorable à un « allongement du tronc commun des cours jusqu'à la 1^{re} secondaire pour toutes les filières d'enseignement ». Le tout ressemble bel et bien à un copié-collé des principales mesures du Pacte - en tout cas celles qui concernent le public scolaire - que la plupart des sondés honnissent par ailleurs. Cherchez l'erreur.

L'erreur, précisément, elle se trouve dans des matières sensibles à l'image d'un pays où la culture du redoublement est à l'école ce que les frères sont à la gastronomie : on a beau expliquer combien la mesure est délicate pour le développement personnel, on a beau communiquer sur son poids sur les finances publiques, on a beau... près des trois quarts des Belges francophones rejettent l'idée de supprimer ou de limiter le redoublement. Un peu comme si on n'avait retenu que cet aspect d'un document lourd tout de même de 367 pages. ■

ERIC BURGRAFF

26,9%
seulement
des sondés
adhèrent
au Pacte

98%
Quasi-unanimité
pour revaloriser
les filières
techniques

51%
La moitié veut
un allongement
du tronc
commun